



**Année universitaire 2021/2022**

**EXAMENS DE LICENCE - Semestres impairs (1-3-5) – Session de rattrapage**

**Code UE : LLA1E60**

**Libellé UE : Méthodologie du travail universitaire en Histoire**

**Durée de l'épreuve : 4h00      Régime d'étude concerné : RNE+RSE**

***Documents autorisés : Aucun P1/10***

**Cochez si le sujet doit être rendu avec la copie à la fin de l'épreuve**

---

Ce sujet comprend un document principal « Après la catastrophe » de Jean Longuet (page 2) et des annexes (pages 3 à 10).

Il a pour but principal de tester votre capacité à réaliser un commentaire de document et une dissertation en Histoire. Vous devez aussi être capable de gérer rapidement et efficacement un ensemble documentaire.

En vous aidant des annexes (pages 3 à 10 du fascicule) :

**1°** Vous rédigerez l'introduction d'un commentaire du texte « Après la catastrophe » de Jean Longuet (page 2 du fascicule).

**2°** Vous rédigerez une des sous-parties de votre commentaire.

**3°** Vous donnerez le plan de ce commentaire avec les titres des grandes parties et des sous-parties. Ces titres doivent être suffisamment explicites.

**4°** Vous rédigerez l'introduction d'une dissertation intitulée « Le socialisme français et son unité (1889-1920) » Votre introduction ne doit pas dépasser une page.

## Après la catastrophe

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, il n'est pas un militant de bonne foi qui niera que nous ayons tout fait – tout ce qui était humainement possible – pour éviter au Socialisme français, à la classe ouvrière de notre pays, ce malheur terrible.

Depuis des mois, nous ne cessons, Cassandre socialiste, d'annoncer à des camarades aveuglés, fanatisés, l'inévitable conséquence de leur politique, de leur soumission aveugle aux ordres de Moscou – qui, consciemment et systématiquement, ainsi que le proclame le manifeste de Berne, poursuit dans tous les pays du monde cette besogne de ruine et de haine, croyant ainsi – les malheureux ! – servir la cause de la Révolution Universelle et en retardant seulement la victoire finale, par des luttes fratricides et par la plus dangereuse dispersion des forces révolutionnaires.

Pendant tout le Congrès, nous avons, avec de fidèles et loyaux frères de combat, poursuivi désespérément notre action malgré l'intransigeance aveugle des uns, le scepticisme désenchanté des autres, criant de toutes nos forces aux deux fractions extrêmes du Congrès que pour sauver le Parti, il fallait consentir, les sacrifices les plus lourds – parce qu'aucun ne leur coulerait bien cher à côté de ce, si l'irréparable – ou du moins ce qui ne pourra être réparé qu'au prix d'efforts surhumains – s'est accompli, on ne fera croire à personne que c'est parce qu'une « conjuration » avait été tramée parmi nos camarades de la droite du Parti.

Il suffit pour faire justice de cette accusation d'avoir assisté au Congrès de Tours, au moment où de Blum à Frossard tous les yeux étaient remplis de larmes, d'avoir vu au milieu des sanglots de Verfeuil et de Sembat, les ricanements indécents d'un certain nombre de « communistes éprouvés », l'absolue indifférence des « tard-venus » jeunes ou vieux qui ne connaissent rien de nos luttes passées, de notre fraternité d'armes d'un quart de siècle ou plus, d'avoir compris que ces cœurs ont été desséchés à un tel point par le sectarisme qu'ils sont capables des pires forfaits pour la victoire d'une formule ou d'un dogme.

Le télégramme abominable de Zinoviev – un des membres les plus sympathiques du nouveau parti communiste me disait hier soir : « C'est sans doute un grand révolutionnaire, mais c'est aussi un voyou » – avait pris une valeur de symbole. Il nous faisait à tous comprendre de manière tangible le traitement que le Comité Exécutif de la Troisième Internationale applique à ceux qui acceptent de se soumettre à son knout. En refusant de le repousser comme il convenait par des paroles fières et mesurées, la majorité montrait quel régime nous était réservé demain dans un parti où l'on devenait indésirable.

Dans son manifeste, le nouveau Parti affirme – en rééditant une pédantesque et ridicule déformation de la terminologie marxiste déjà apportée au Congrès par Vaillant-Couturier – que c'est avoir l'esprit « petit bourgeois » que de montrer la dignité qui distingue l'homme libre de l'esclave.

C'est au contraire une qualité éminemment prolétarienne, que la fierté de soi-même, de son Parti, et de sa classe. Notre camarade Hilferding le disait avec force à Halle. Et le plus modeste de nos ouvriers et de nos paysans, au fin fond de nos campagnes, exprime couramment cette pensée lorsqu'il vous dit, avec une nuance suprême de mépris, en parlant du camarade servile et humble qui ne sait pas se tenir devant les puissants. « C'est un lèche-botte. » Ils emploient même d'habitude une expression beaucoup plus rabelaisienne.

Ainsi s'est produite la catastrophe. Et alors nous avons soudainement vu le plus étrange changement d'attitude chez ceux qui n'avaient rien fait pour éviter la déchirure, bien au contraire. Je ne parle pas de Frossard, ni de Renoult – encore que leurs tentatives aient été faibles et hésitantes – mais de tous ceux qui s'accrochaient à eux pour les paralyser. Soudainement édifiés sur les conséquences désastreuses de leur politique, ils étaient atterrés, confondus – ou affectaient de l'être. Ils se répandaient en imprécations contre des camarades qu'ils n'avaient rien fait pour retenir. Ils continuent, mais il est bien temps !

Et aujourd'hui voici donc l'Unité glorieuse, que Jaurès nous avait donnée, brisée, notre Parti divisé en deux tronçons. Nous avons, pour notre part, reconstitué un morceau d'unité socialiste – un parti où de Paul-Boncour à Paul Faure, de Renaudel au signataire de ces lignes, il y a une grande variété de nuances, de « tendances » socialistes, où nous comptons des milliers de vieux militants sincères de Paris et de province, les meilleurs propagandistes, et 55 députés sur 69.

Nous entendons mener une action nettement socialiste-révolutionnaire, assurer ce renforcement de la discipline et cette élimination des éléments hétérogènes – des pratiques et des idées sinon des hommes – que nous avons toujours été prêts à poursuivre dans le Parti unifié.

C'est en vain qu'on essaie d'exploiter contre nous notre présence aux côtés de camarades que nous avons âprement combattus depuis six ans, et qui ne sont qu'une petite minorité du pays socialiste. Nous continuerons à combattre de toutes nos forces, aujourd'hui comme hier, tout ce qui dans leur tactique ou leur doctrine nous semble périlleux, tout en respectant leurs convictions – comme nous avons vainement demandé qu'on respectât les nôtres.

Par-dessus tout, c'est pour le rétablissement de l'unité – de l'unité totale entre tous les socialistes – que nous lutterons au sein du Parti Socialiste, comme nous espérons que d'autres voudront combattre au sein du nouveau Parti Communiste. Et, puisque nous sommes au jour des souhaits, formulons, camarades, le vœu ardent que notre unité soit rétablie au plus tôt dans la dignité et le respect des convictions de tous !

## Annexe 1 : Extrait de la Biographie de Jean Longuet par Gilles Candar parue dans le dictionnaire Maitron.

**Longuet Jean, Né le 10 mai 1876 à Londres, mort le 11 septembre 1938 à Aix-les-Bains ; petit-fils de Karl Marx ; avocat et journaliste ; dirigeant socialiste ; député de la Seine ; maire socialiste de Châtenay-Malabry (Seine) [...]**

Ces origines familiales devaient naturellement peser sur toute la vie de Jean Longuet : petit-fils de Karl Marx, politiquement éduqué par la correspondance de sa tante Eleanor, il fréquenta dès son plus jeune âge le “gotha” du socialisme international comme Bernstein, l’exécuteur testamentaire d’Engels, et surtout Kautsky, l’éminent théoricien considéré comme le “pape de la Seconde Internationale”. Parfaitement bilingue, pratiquant l’allemand et l’italien, intéressé par les problèmes internationaux, ce qui n’était pas très répandu alors parmi les militants français, Longuet joua ainsi, dès les premières années de sa vie politique, pour le moins un rôle charnière, de relais d’informations. Mais l’héritage avait aussi son autre face ; Longuet parlait lui-même du “lourd et pénible honneur” d’être le petit-fils de Karl Marx et le prestige de son ascendance pouvait provoquer une certaine inhibition. Il rechercha le plus souvent les responsabilités modestes, effacées, utiles, mais discrètes. Il devait aussi subir les attaques — *l’Action française* le traita de “quart-de-boche” pendant la Première Guerre mondiale — et les remarques acides, comme celle de l’universitaire socialiste Charles Andler qui écrivait : « Le petit Longuet considère Marx comme un *capital* qu’il faut se transmettre et que les descendants de Marx ont à gérer. »

Longuet fit ses premières armes militantes dans l’Ouest où il avait fait ses études. Il fonda en classe de philosophie un groupe collectiviste au lycée de Caen (1894) et participa à la presse socialiste locale, à la parution intermittente : *le Socialiste de l’Ouest* (1895), *l’Ouest socialiste* (1897) et au soutien de la grève des ouvriers tisserands de Condé-sur-Noireau (1897). Reçu bachelier, il s’inscrivit aux facultés de droit et de lettres de Paris et milita activement dans le milieu étudiant, sans oublier les quartiers environnants (Ve et XIIIe arr.). [...] Il était membre du Parti ouvrier français, [...] La rupture avec le guesdisme fut provoquée par l’affaire Dreyfus : Longuet soutenait la vigoureuse campagne de Jean Jaurès pour la révision et regrettait la timidité du comportement de son parti. En novembre 1898, il choisit l’autonomie avec son groupe des étudiants collectivistes et organisa même une Fédération autonome de Basse-Normandie qui se situa dans le vaste et diffus courant qui se réclamait peu ou prou de Jean Jaurès.

Longuet participa aux différents congrès qui marquèrent la première tentative d’unification des organisations socialistes. A la salle Japy (décembre 1899), il vota dans le même sens que Jean Jaurès. Salle Wagram (septembre 1900), il participa à la commission chargée de la réception des propositions pour le compte de la Fédération socialiste révolutionnaire, nouvelle appellation du regroupement des indépendants, c’est-à-dire de ce qui était généralement considéré comme l’aile modérée et réformiste du socialisme français [...] Le congrès de la salle Wagram fut marqué par le départ groupé des guesdistes et donc l’échec de cette première tentative d’unification. Longuet demeura aux côtés de Jean Jaurès mais en exprimant de plus en plus ses réserves à l’égard de la politique de participation ministérielle à un gouvernement bourgeois que mettait en œuvre Alexandre Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau et que défendait Jean Jaurès [...]

Désormais allaient s’opposer le Parti socialiste de France de Jules Guesde et Edouard Vaillant et le Parti socialiste français de Jean Jaurès, Aristide Briand, René Viviani et Gustave Rouanet. Longuet, qui était passé du “guesdisme” au “jaouessisme”, ne se résolvait pas à cette division, et, leader avec Pierre Renaudel de l’aile gauche du PSF, il ne cessa de chercher les voies d’un rapprochement et d’une fusion des deux partis. [...] “La part très appréciable” de Longuet dans la réalisation de l’unité, pour reprendre une opinion de Léon Blum, trouva sa manifestation symbolique dans le fait qu’au sein de la commission d’unification, ce fut Jean Longuet qui proposa l’essentiel du titre du nouveau parti : Section française de l’Internationale, auquel l’allemaniste Willm fit rajouter “ouvrière” [...]

Ses études terminées, Longuet gagna sa vie comme journaliste. Il ne compléta cette activité par l’exercice de sa profession d’avocat qu’à partir de 1908. De 1899 à 1903, Longuet fut rédacteur chargé de la politique internationale dans *la Petite République* alors dirigée par Léon Gérault-Richard et Jean Jaurès. Il suivit Jaurès, qui quitta ce journal à la fin de 1903 et fonda, le 18 avril 1904, *l’Humanité*. Longuet continua à y donner des articles d’information internationale, les articles de fond étant plutôt le domaine de Francis de Pressensé et, la première année, de Lucien Herr. [...]

L’unité réalisée, au congrès de la Salle du Globe (23 au 26 avril 1905), Longuet se spécialisa sur ses sujets de prédilection. Membre de la commission administrative permanente du parti, il y fut constamment réélu jusqu’à sa mort. Sa participation aux congrès, assidue, était toujours discrète. Il intervenait dans les moments difficiles, comme à Nancy (1907) pour critiquer Gustave Hervé et soutenir la proposition d’action internationale contre la guerre ou à Toulouse (1908) pour défendre la valeur des réformes, se situant à chaque fois aux côtés de Jean Jaurès. Mais il n’était pas un animateur de tendance, ni un homme d’appareil. Homme de l’Internationale, il se voulait au service du parti, et habitué dès son plus jeune âge à la vie des congrès, il en percevait sans doute la relative vanité. [...]

Mais ce spécialiste permanent des affaires internationales (il n’avait que vingt ans en 1896 quand il assista à Londres à son premier congrès de l’Internationale et il était depuis 1905 délégué suppléant au Bureau socialiste international) fut vite plongé dans la tourmente qu’il évoquait au congrès de Saint-Quentin. Le 13 juillet 1914, il avait participé à une grande réunion pour la paix à Condé-sur-l’Escaut en compagnie de Karl Liebknecht auquel il devait le lendemain faire visiter Châtenay. Dix jours avant l’ultimatum autrichien à la Serbie, la situation n’avait encore rien de dramatique. Du 28 au 30 juillet, Longuet accompagna Jean Jaurès à Bruxelles pour la réunion du Bureau socialiste international. De même, il fut à ses côtés, le 31 dans la délégation reçue au Quai d’Orsay par Abel Ferry... et, le même soir, au Café du Croissant, après avoir vainement proposé de dîner au Coq d’Or, il assista à l’assassinat du directeur de *l’Humanité* par Villain.

Longuet, accablé, veilla toute la nuit le corps de Jean Jaurès. Dès le 2 août, il défendit l’idée de la défense nationale : “Si la France est attaquée, comment ne seraient-ils pas (*les socialistes*) les premiers à défendre la France de la Révolution et de la démocratie, la France de l’Encyclopédie, de 1793, de juin 1848, la France de Pressensé, de Jaurès ?” Cette position ne rompait pas avec les discours antérieurs de Longuet et des socialistes, prêts à lutter contre la possibilité d’une guerre — et envisageant toujours

qu'elle n'interviendrait qu'après une longue crise — mais affirmant sans cesse leur patriotisme et peu préparés à agir après la déclaration de guerre. C'est ainsi que dans sa proclamation aux électeurs de l'Aisne d'octobre 1912, Longuet écrivait : “Nous ne séparons pas l'amour de notre pays et l'amour de l'humanité, nous voulons que les travailleurs de tous les pays comprennent l'identité de leurs intérêts. Mais le jour où notre *indépendance nationale* serait menacée, nous serions au premier rang de ses défenseurs”. Et, lorsque après Charleroi, le pays fut envahi, tous les socialistes furent favorables à la constitution d'un gouvernement d'Union sacrée avec leur participation. Longuet resta même avec Pierre Renaudel à Paris après le départ du Parlement pour Bordeaux et, en digne fils de Communard, réclama une défense populaire de la capitale.

Mais l'acceptation de la défense nationale ne signifiait pas l'abandon des valeurs républicaines et socialistes. Député consciencieux, à l'écoute des plaintes de ses électeurs, comme en témoigne le volumineux dossier conservé dans les archives Thomas, Longuet connaissait la situation au front. Son patriotisme n'excluait pas la volonté de rétablir des contacts internationaux, de chercher les moyens possibles d'abrégier la tuerie et de parvenir à la paix : il refusait la dérive vers le nationalisme. [...]

Le 18 septembre 1919, le député de la Seine affronta pour la première fois la tribune de la Chambre afin d'exposer l'opposition des socialistes au traité de Versailles. Il le fit avec sa courtoisie coutumière ce qui lui valut les sarcasmes de Trotsky. Pour Longuet, “ce n'est pas la paix du droit qu'on nous apporte. C'est une paix de force, une paix de violence, qui rappelle toutes celles qui, dans le passé, à travers les siècles, ont terminé les conflits qui ont jeté les peuples les uns contre les autres”. Il approuvait le maintien de l'unité allemande mais s'alarmait de la situation des Sudètes et de l'éventualité de l'Anschluss. Conscient de l'étendue des destructions en France, il aurait voulu que les charges de la reconstruction incombassent également aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Longuet reprochait aux négociateurs de s'être excessivement préoccupés des questions territoriales au détriment des problèmes économiques et sociaux. Fréquemment et violemment interrompu par des députés du centre ou de la droite, le directeur du *Populaire* jugeait ce traité aussi contraire aux intérêts de la France qu'à ceux de l'Europe. Au nom de la justice et de la morale, il demandait le respect des droits de tous les peuples, pas seulement ceux qui étaient soumis aux Empires centraux, mais aussi ceux encore dominés par les alliés. Il réclamait ainsi la liberté pour l'Irlande, condition préalable à sa réconciliation avec l'Angleterre, pour l'Inde, l'Égypte, l'Indochine ou la Tunisie... Ainsi, Longuet qui affirmait que “c'est parce qu'il est internationaliste qu'il veut qu'on respecte toutes les nations”, intégrait les peuples colonisés, du moins ceux dont les formes de civilisation étaient les plus proches de la culture européenne, parmi ceux auxquels on devait rendre justice. Il ne faut pas négliger l'importance de cette affirmation solennelle de solidarité avec des peuples coloniaux alors que de nombreux socialistes considéraient désormais la colonisation comme un fait acquis qu'il convenait simplement d'améliorer. Longuet concluait par la défense de la Russie révolutionnaire et réclamait la fin du blocus comme du soutien armé aux Blancs.

Dirigeant de premier plan, Longuet attirait naturellement sur lui la popularité, mais aussi bien des haines. Citons simplement, comme exemple des campagnes dirigées contre lui, la brochure d'Alexandre Zévaès, ancien député socialiste, historien prolifique du mouvement ouvrier *Le dossier de M. Jean Longuet (L'Effort, 1919)* qui voyait en Longuet “le centre des opérations et des manœuvres germanophiles et défaitistes que les ennemis de la France et les amis de l'Allemagne ont poursuivies sans relâche dans notre pays”. L'échec particulier de Longuet aux élections législatives de novembre 1919, décevantes pour les socialistes, ne fut donc guère étonnant : sollicité par de nombreuses fédérations, Longuet s'était représenté dans la Seine, mais cette fois dans le cadre du curieux scrutin proportionnel à correctif majoritaire et avec panachage qui avait été adopté ; il arriva 14e et dernier de la liste qu'il conduisait avec 111 015 voix contre 114 145 à l'habile Pierre Laval (en moyenne 40,7 % des suffrages exprimés). La liste d'Union constitués par leurs adversaires du Bloc national permit à ceux-ci d'obtenir tous les sièges avec 150 156 voix de moyenne (54,26 % des suffrages exprimés).

La défaite de Longuet n'avait donc rien d'exceptionnel, ni d'irréversible ; il ne devait pas en aller de même de celle qu'il allait subir dans le parti et l'Internationale. Le congrès de Strasbourg de la SFIO avait décidé le retrait de la Seconde Internationale et des pourparlers avec la IIIe. Longuet devait désormais affronter sur sa gauche le Comité de la IIIe Internationale qui prenait la suite de l'ancienne aile zimmerwaldienne et représentait plus du tiers des mandats.

Pour les discussions avec les dirigeants de l'Internationale communiste en vue du rétablissement de l'unité socialiste internationale, la commission administrative permanente avait désigné en mars Longuet et Marcel Cachin. Mais le voyage fut retardé et, semble-t-il pour des raisons de santé, Longuet ne put partir et fut remplacé par Frossard. Les deux négociateurs partirent pour Moscou le 31 mai 1920 et après quelques péripéties, s'engagèrent pour l'adhésion à la IIIe Internationale, qui correspondait d'ailleurs à un courant grandissant dans le parti. Le débat se focalisa sur les “21 conditions” mais le centre “reconstructeur” n'avait plus désormais la maîtrise des événements : la droite, très minoritaire dans le parti (Léon Blum, Alexandre Bracke, Pierre Renaudel...) refusait avec cohérence l'abandon de la “vieille maison” et de ses principes ; la gauche (Paul-Vaillant Couturier) voulait édifier un parti révolutionnaire. Toute la question était de savoir où se situerait la coupure, quelle serait l'attitude des “reconstructeurs”, les anciens minoritaires de guerre. Frossard et Cachin étaient favorables à l'adhésion au contraire de Paul Faure. Longuet, lui, parut longtemps hésitant. Visé nommément dans les “21 conditions”, il avait rencontré Zinoviev en octobre 1920 au congrès de Halle des socialistes indépendants allemands et celui-ci s'était montré très conciliant. Mais lorsque se réunit le congrès de Tours, l'attitude de l'Internationale communiste se durcit : elle l'exprima par un télégramme signé par Zinoviev qui condamnait en Longuet un “agent déterminé de l'influence bourgeoise sur le prolétariat”. Celui-ci, partisan de l'adhésion avec réserves, voulait maintenir l'unité du socialisme international et du socialisme français. Il refusait donc les “21 conditions”, “l'esprit de haine et de division”, l'exclusion de l'aile droite du parti et s'affirmait partisan du maintien des structures traditionnelles du parti avec son autonomie fédérale et ses habitudes de “libre pensée”. La brutalité des déclarations de l'Internationale communiste le poussa à une révolte morale plus même que politique qui s'exprima dans ses interventions et par de nombreuses interruptions : qualifiant le télégramme Zinoviev “d'outrage” et de “provocation”, il demandait aux congressistes s'ils étaient disposés à recevoir le “knout” et il lançait à Paul Vaillant-Couturier qui lui reprochait de réduire le débat à une question d'amour-propre : “Savez-vous ce qui distingue l'homme de l'esclave, c'est qu'il a une dignité.”

Longuet sortit brisé du congrès de Tours : le maintien de l'unité était impossible. Il participa encore aux tentatives de rapprochement au niveau international sous l'égide de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, couramment appelée Internationale 2 1/2 par les communistes en raison de ses positions "centristes", qui aboutirent en 1922 à une conférence à Berlin entre les trois internationales qui ne put elle-même que constater l'impossibilité de tout rapprochement. En mai 1923 à Hambourg, cette Union et les partis restés fidèles à l'Internationale socialiste constituèrent l'Internationale ouvrière socialiste (1923-1940) dont le secrétaire fut l'Autrichien Friedrich Adler.

Longuet siégea au comité exécutif de l'IOS où il représenta la SFIO en position de n°2 derrière Alexandre Bracke, le vieux compagnon de Jules Guesde. Il s'intéressa notamment à la défense des libertés et au sort des militants victimes de la montée des dictatures. Il anima ainsi un bulletin destiné à alerter la presse internationale et lia ses activités à celles qu'en France il menait en faveur des réfugiés antifascistes italiens, puis allemands. Il s'était du reste spécialisé au Palais dans ces affaires car, contrairement à ce qui fut parfois indiqué, Longuet plaida souvent. Dans le Parti socialiste, il animait la commission d'immigration, constituée en 1930, et il collaborait à la *Revue pratique de droit international privé* dont la direction avait été confiée à Maurice Delépine et Marcel Livian. Comme maire de Châtenay, il accueillit de nombreux exilés à la Butte-Rouge, comme Otto Wels, président du parti social-démocrate allemand, Ollenhauer, Crummenerl, etc. Au moment du Front populaire, il fut chargé de représenter la France à la conférence internationale pour le statut des réfugiés qui se tenait à Genève (juillet 1936) qui aboutit à une convention internationale et en France à un décret légalisant la situation des réfugiés allemands. Ce fut au demeurant la seule mission officielle qui fut confiée à Longuet par le gouvernement Léon Blum.

Hormis son activité pour la défense et le renforcement du droit d'asile, l'essentiel de ses efforts en politique internationale porta sur les questions coloniales. Il participa à la commission coloniale mise en place par l'IOS en avril 1926. Il se préoccupa surtout de la situation au Maroc après la guerre du Rif, bien informé par un réseau de correspondants, notamment par Yves Farges. Il fut vite secondé puis relayé par son fils Robert qui fonda la revue *Maghreb* (1932-1935) permettant ainsi aux jeunes nationalistes marocains de s'exprimer [...]

Les candidatures de Longuet aux élections nationales furent souvent décevantes : il faut replacer ces échecs dans le cadre de la faiblesse structurelle de la SFIO dans la région parisienne pendant l'entre-deux-guerres ; mais il faut aussi tenir compte de la personnalité de Longuet, peu enclin aux manœuvres d'appareil et sans doute médiocrement doué pour certains aspects du métier de candidat. L'échec des législatives de 1924 sur une liste du Cartel ne fut pas une surprise, mais il n'en alla pas de même pour celui des sénatoriales de 1927 : le nouveau maire de Châtenay avait de bonnes chances d'être élu mais de subtiles manœuvres communistes et, semble-t-il, de certains de ses colistiers socialistes, provoquèrent sa défaite. [...]

La même tactique fut appliquée par le PC aux élections de 1932 : Longuet recueillit 7 262 voix (36,9 %), Léonard Lacour 3 325 voix (16,9 %), Donzelot, républicain socialiste 1 583 (8 %) et Nomblot 7 537 (38 %). Mais au second tour Longuet fut élu avec 9 704 voix contre 8 340 à Nomblot et 1 661 à Léonard Lacour.

Longuet retrouva donc la Chambre pour une deuxième et dernière législature. Curieusement, cet avocat actif, conférencier apprécié et fréquemment sollicité par son parti, ne fut jamais un orateur parlementaire. Il intervint à plusieurs reprises sur le Maroc, la politique internationale, les Ligues, participa à la commission d'enquête sur les événements du 6 février 1934, mais ne prononça pas de "grand discours" analogue à celui de 1919 contre le traité de Versailles. [...]

Toutes ses activités étaient fort estimables mais témoignaient en même temps d'une disponibilité de Longuet qui ne s'expliquait pas seulement par son dévouement inlassable, mais aussi par le caractère limité des responsabilités nationales et internationales qui lui étaient confiées. Il apparut vite en marge dans la SFIO reconstituée de l'entre-deux-guerres et plutôt voué aux charges honorifiques, même s'il ne cessa jamais d'appartenir à la commission administrative permanente (il échappa de peu à son élimination de cette instance en 1936). [...]

Face à la montée du fascisme et des dictatures, Longuet adopta dès le départ une politique de fermeté. Alors que de nombreux pacifistes de la gauche socialiste se réclamaient de l'exemple des minoritaires de la Première Guerre mondiale, il était un des plus résolus adversaires de la politique d'apaisement à l'égard du nazisme. Son discours au congrès de Marseille (1937) fut à cet égard très net. "Je comprends le sentiment ardemment pacifiste de nos masses (...) mais la question est de savoir si nous maintiendrons bien la paix en permettant au fascisme international, au fascisme italien, au fascisme allemand, de conquérir sans cesse des positions fortes qui risquent de nous acculer demain à la guerre, que nous aurions pu éviter alors qu'ils eussent dû céder." Cette attitude combative fut sans doute à l'origine d'un regain d'influence dans le Parti socialiste.

Sa mort, survenue le 11 septembre 1938 à Aix-les-Bains après un accident d'automobile, suscita une émotion profonde et une foule nombreuse participa aux obsèques.

Longuet laissa l'image d'un militant élégant, dévoué et sympathique, pédagogue désireux de servir, façonné par la vieille morale du "refus de parvenir", mais aussi celle d'un politique avisé, qui avait le sens des réalités sociales et politiques, qu'il s'agisse de la lutte des classes, de la République ou de la démocratie, et dont la sûreté de jugement prenait toute sa valeur au moment des crises les plus dramatiques.

## **Annexe 2 : L'analyse de la période par des historiens dans un livre de synthèse récent.**

### **L'attraction de l'Internationale**

Si les socialistes se sont constitués en parti national, leur horizon reste celui de la grande armée internationale des prolétaires rassemblés. Ils sont depuis 1905 la « section française » de l'Internationale ouvrière. La régénération de l'organisation nationale est donc pour eux inséparable de celle de l'Internationale tout entière. Celle d'avant 1914 – la Seconde Internationale – est minée par le conflit qui sépare les « grands », allemand, français et britannique, engagé chacun derrière leur gouvernement. Les tentatives de reconstitution échouent, les unes après les autres, à Berne (février 1919), à Lucerne (août 1919) et à Genève (juillet 1920). En 1920, une poignée de minoritaires, longuettistes français, indépendants allemands et socialistes autrichiens cherchent certes à établir des contacts, pour créer un pont entre le socialisme officiel et les tenants des bolcheviks russes. Une réunion

préparatoire a même lieu en décembre 1920, peu avant le Congrès de Tours, qui débouchera l'année suivante sur la constitution éphémère d'une Internationale de Vienne ou « Internationale deux et demi ». La tentative fait long feu. Pendant de longs mois, la dynamique n'est ni du côté de l'Internationale officielle ni dans celle des « centristes » du socialisme européen.

Dès avril 1917, Lénine a fixé le cap des bolcheviks russes : « Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre ». Contre le « centre » : dès le départ, les noms de Kautsky et de Longuet fonctionnent comme des repoussoirs, avec ceux de l'Autrichien Rudolf Hilferding et de l'Italien Filippo Turati. Au printemps de 1919, en plein cœur de l'ondée révolutionnaire qui balaie l'Europe, une cinquantaine de délégués se réunissent à Moscou, autour du PC russe. Parmi eux se trouvent deux Français, Guilbeaux et Sadoul, qui au demeurant ne s'entendent guère.

L'Internationale communiste (IC) – ou Troisième internationale – est née. Que vont faire les socialistes français ? En février 1919, ils ont marqué leurs distances avec l'Internationale pilotée par les Allemands et les Britanniques. Dès avril 1919, le CRRI vote son adhésion à l'IC, puis se transforme en Comité de la Troisième Internationale. La majorité de la direction socialiste ne les suit pas, mais décide de prendre contact avec Moscou. En février 1920, au Congrès de Strasbourg, la rupture avec l'Internationale de Berlin et de Londres est consommée.

Tout n'est pourtant pas simple. Chez les anciens minoritaires socialistes, les avis restent partagés sur le bolchevisme russe et sur l'ampleur de la rupture avec les partisans d'hier de l'Union sacrée. Et si le congrès fondateur de Moscou a entrebâillé les portes, Lénine et ses compagnons n'ont pas l'intention de les ouvrir en grand. Pour eux, l'adhésion ne peut se faire sans conditions. N'entre pas qui veut dans la nouvelle maison... En fait, pour les responsables moscovites, le moment révolutionnaire suppose d'écarter le plus possible les éléments censés rappeler le vieux monde – la « vieille racaille » comme les appelle le numéro un de l'IC, Grigori Zinoviev, le 19 juillet 1920. Or, jusqu'alors tout au moins, la sensibilité des minoritaires français est de limiter l'ampleur des ruptures [14][10]Seule une étroite frange de libertaires, regroupés autour de... La création de la SFIO, en 1905, a sanctionné une longue marche des socialistes vers l'unité : pas question de revenir sur l'acquis de cette unité tant recherchée. Ce souci n'est pas celui des révolutionnaires de Moscou.

En février 1920, la SFIO a décidé d'envoyer des délégués avant le 2e Congrès de l'IC qui doit préciser les objectifs et le mode de fonctionnement du nouveau « parti mondial ». Longuet, pour des raisons restées obscures, renonce à faire partie de la délégation. A-t-il craint l'inimitié personnelle dont il sera l'objet ? Veut-il garder les mains libres pour négocier à la fois avec les bolcheviks et avec les « centristes » du socialisme européen ? Son absence, en tout cas, pèsera lourd par la suite. Ce sont donc Frossard et Cachin qui représenteront le parti français. Frossard a fait le choix de Moscou, mais son objectif, comme celui Longuet, est d'éviter l'hémorragie militante. Il admet la nécessité d'une certaine rupture épuratrice, mais il veut conserver le Parti socialiste qu'il ne voit pas comme un bolchevisme repeint aux couleurs de la France.

Plus intéressant à tous égards est alors le personnage de Cachin. Il n'est pas un jeune militant ébloui par la magie romantique d'Octobre. Âgé de 51 ans, il est un guesdiste éprouvé, peu porté au blanquisme et au goût des minorités agissantes. Son premier contact avec les bolcheviks, en avril-mai 1917, n'a pas été chaleureux, c'est le moins que l'on puisse dire. Quant à son ralliement ultérieur, difficile de dire qu'il marque une totale rupture culturelle. Toute sa vie militante, il se montre réticent devant la gesticulation révolutionnaire et, à plus d'une reprise, sa prudence lucide lui vaudra même le soupçon « d'opportunisme », à Paris comme à Moscou. Pourtant, trois ans après l'Octobre russe, il lui semble évident que la guerre a tourné une page de l'histoire politique. En 1920, Cachin est dominé par la conscience du caractère néfaste du choix de l'union sacrée, qu'il a assumé longtemps sans broncher, dans le sillage de son mentor, Jules Guesde. Malgré ses réticences, voire son angoisse devant les choix de 1920, tout se passe comme si l'emportait de façon irrésistible le désir d'exorciser la faute initiale et de retrouver l'esprit subversif du socialisme historique. Tout ce qui limite cet effort régénérateur lui paraît alors subalterne, quel que soit le prix de la rupture.

Dans le discours guesdiste d'avant 1914, la formule rituelle de la victoire « par le bulletin ou par le fusil » n'était plus qu'une référence liturgique, sans portée réelle. En décembre 1920, Marcel Cachin revient sur les mots de la veille, en citant Guesde : « Le fusil vient compléter l'urne », s'exclame-t-il devant les congressistes de Tours. « Compléter » n'est pas « se substituer à », pourrait-on remarquer... Dans le contexte du temps, la nuance est bien mince. Le ton des discours est sans ambiguïté, perceptible dans le moindre texte de l'Internationale : toute stratégie parlementaire est une capitulation, un renoncement au parti pris de la révolution. À la rigueur, on peut utiliser la tribune parlementaire comme porte-voix ; en aucun cas, on ne doit envisager la révolution par la voie légale. « La guerre civile est mise à l'ordre du jour dans le monde entier. La devise en est : le pouvoir aux Soviets », proclame le IIe Congrès de l'Internationale en juillet 1920.

Jusqu'en 1914, la frontière entre « réformistes » et « révolutionnaires » est mouvante : elle traverse chaque courant, chaque organisation, associative, syndicale ou partisane. Avec la révolution russe, une bifurcation s'opère. La fracture ne se fait pas sur les mots et Blum n'utilise pas moins de la référence révolutionnaire que Cachin ou Frossard. Mais l'écart s'esquisse entre deux états d'esprit, il se creuse dans la désignation d'un exemple à suivre. À Tours, l'ancien ministre Marcel Sembat énonce clairement ce qui distingue les deux camps. « Je comprends très bien que ce pôle – Moscou – vous attire ! Mais en face de Moscou, il y en a un autre, qui est certainement moins brillant, moins attirant, mais qui tout de même, nous attire, mes amis et moi : c'est l'Angleterre, c'est Londres ! Je veux parler du mouvement ouvrier tel que vous l'avez vu organisé et agissant tout récemment en Angleterre. »

Londres ou Moscou : le choix se fait entre deux modèles, deux cultures, deux conceptions de la révolution et du parti. Ce faisant la ligne de rupture fluctuante des décennies précédentes se fait frontière linéaire. Pour les bolcheviks russes, elle passe désormais entre deux mouvements, entre deux partis : communisme et socialisme cristallisent, dans leur distinction, la tension originelle entre la logique de l'insertion pragmatique et celle de la rupture globale avec les sociétés du capital. Le Manifeste de 1848 se voulait celui du « parti communiste », avant même que n'existe un tel parti. Après cette date, le vocabulaire du mouvement ouvrier a oscillé pourtant, entre les mots de « communisme » et de « socialisme ». En 1888, Friedrich Engels explique encore que, à l'époque du Manifeste, « le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme un mouvement ouvrier ». En 1894, cela ne l'empêche pas d'accepter le terme de « social-démocrate », « bien qu'il reste impropre » précise-t-il.

La guerre décanse le champ lexical. En décembre 1914, Lénine, convaincu qu'il faut une nouvelle Internationale, se demande s'il ne faut pas renoncer au nom « sali et avili » de « social-démocrate ». Dans ses « Thèses d'avril », en 1917, il suggère de « changer la dénomination du Parti ». En mars 1918, le VII<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevique entérine sa proposition : le « parti ouvrier social-démocrate russe » devient le « parti communiste russe (bolchevik) ». Désormais, la rupture organisationnelle se double d'une rupture linguistique, voulue expressément par les « 21 conditions ». Se mettre du côté de Moscou, c'est choisir le « communisme » ; refuser de le faire, c'est rester du côté du « socialisme ».

### Les socialistes débattent

Le séjour à Moscou de Cachin et de Frossard est tumultueux. Ils font face à des interlocuteurs souvent brutaux qui insistent pour faire de Longuet le symbole de la ligne de partage entre le bon grain et l'ivraie. Manifestement, Longuet est pour eux trop proche du « renégat Kautsky » et il affirme trop fortement son souci de l'unité la plus large des socialistes, quand les bolcheviks appellent au contraire à la rupture la plus franche. En outre, qu'il puisse user du prestige accolé au nom de son grand-père, Karl Marx, n'est sans doute pas pour rien dans cette fixation sur l'un des premiers opposants socialistes français à la guerre.

Les représentants français au Congrès international font tout pour atténuer la violence de leurs interlocuteurs, pour limiter le caractère trop draconien des « conditions » que le Congrès international a mises en forme. Jusqu'après leur retour en France, les deux hommes veulent croire que les dirigeants de l'IC finiront par mettre de l'eau dans leur vin. Mais ils ont décidé, chacun pour des raisons différentes, de se rallier entièrement au choix de l'Internationale communiste. Devant le Congrès international, ils le font à titre personnel. Rentrés en France, ils vont toutefois populariser leur point de vue dans les meetings et les assemblées d'information : on peut sérieusement traiter avec l'Internationale communiste.

Le ralliement de ces deux dirigeants fait plus pour l'adhésion que le patient travail des premiers partisans d'Octobre. Avec eux, c'est la majorité du « centre » longuetiste qui bascule vers Moscou, malgré le refus du fondateur lui-même, Jean Longuet, de plus en plus rebelle devant les vingt et une conditions dont il sait fort bien qu'elles le visent directement. Désormais, le courant favorable à l'adhésion ne va cesser de croître. À partir de l'automne 1920, trois textes sont discutés par les militants socialistes.

La résolution présentée par le Comité de la Troisième Internationale et par la fraction socialiste regroupée autour de Marcel Cachin et de Louis-Oscar Frossard propose tout à la fois de rejoindre les rangs de la Troisième Internationale et de se rallier au modèle bolchevique de révolution. Les rédacteurs du texte sont persuadés que la réalisation du vieil idéal socialiste passe par une généralisation de l'expérience réussie en Russie. Le choix d'une ligne révolutionnaire explicite n'est pourtant pas fait. De l'exemple russe on retient l'efficacité d'une rupture organisationnelle, que l'on croit en elle-même productrice d'action révolutionnaire. Le secret de la réussite des bolcheviks n'est-il pas dans la cohérence de leur groupe militant tout autant que dans la clarté politique et le refus de toute compromission ? La voie du succès est nécessairement dans la mise en œuvre d'une politique « exclusivement communiste », ce qui écarte la « collaboration des communistes et des réformistes ». La fonction des vingt et une conditions se limite à ce souci d'« éviter l'affiliation des éléments anticommunistes » ; il n'est pas alors question d'exclure qui que ce soit. Les rapports du parti avec la nouvelle organisation internationale sont eux-mêmes très prudemment évoqués : chaque parti, explique la motion, est « le meilleur juge de la situation intérieure de son pays ». On veut pourtant éviter les défauts de la II<sup>e</sup> Internationale : « l'Internationale doit diriger si elle veut être autre chose qu'un simple appareil enregistreur ». Les partisans de l'adhésion reprennent la vieille tradition internationaliste du socialisme, mais ils refusent encore la notion bolchevique de « parti révolutionnaire mondial ». Ils lui préfèrent la formule plus souple d'« unité des forces prolétariennes mondiales étroitement solidaires ».

Une seconde motion « pour l'unité internationale » est proposée par les amis de l'avocat Léon Blum, qui forment un Comité de résistance socialiste et sont soutenus par les partisans de l'ancien directeur de l'Humanité, Pierre Renaudel. La motion des « résistants » – adversaires résolus de l'adhésion – est tout aussi remarquable que la précédente par sa netteté. Ils sont, il est vrai, bien servis par la plume et la rigueur intellectuelle de Léon Blum, qui fut à Tours leur porte-parole le plus inspiré. Leur texte se présente comme un véritable résumé de doctrine, au nom de laquelle se justifie le refus de toute transformation du parti. La rupture est refusée au nom de la continuité des « principes » du socialisme français.

La différence entre les deux documents est, de ce fait, sensible, par-delà même la continuité évidente du vocabulaire et de la culture politique. Le texte des futurs majoritaires est construit sur la critique ferme du passé récent – le traumatisme d'août 1914 et les échecs socialistes – et la valorisation d'une pratique nouvelle, à valeur d'exemple – celle des bolcheviks russes. Le texte des « résistants » évite soigneusement toute analyse des expériences nationales et internationales passées : pas un mot ni sur les difficultés internes de la II<sup>e</sup> Internationale ni sur la guerre elle-même ! Se sachant minoritaires dans le parti, les « résistants » parient sur le long terme : la réaffirmation de la « doctrine » leur sert tout à la fois de perspective stratégique et de repoussoir de l'expérience bolchevique. Opposition majeure : les partisans du changement s'appuient sur l'immédiat pour fonder les constructions futures ; leurs adversaires s'appuient sur un passé théorique pour briser les tempêtes du moment présent. « Internationale d'action » contre « Internationale de mots », s'écrie Frossard au Congrès de Tours.

Entre les deux, la motion dite « d'adhésion avec réserves » est à tous égards « centriste » : présentée par Longuet et ses amis « reconstructeurs », elle contient une vive critique de la période de l'Union sacrée, mais au nom de la fidélité aux principes fondateurs de la SFIO. Et quand elle évoque la lutte nécessaire contre le « révisionnisme », elle le fait en se référant au seul Congrès international d'Amsterdam de 1904. Pour surmonter les déboires d'août 1914, les « reconstructeurs » n'estiment pas nécessaire de modifier la structure du parti ou les grands axes de la doctrine. Le modèle bolchevique est reconnu par eux, mais avec des réticences analogues à celles qu'exprima Kautsky en Allemagne. Si Longuet et ses amis s'écartent de l'Internationale communiste, ils le font avant tout, cependant, sur la question du parti lui-même. C'est en fait sans trop de surprise que les « reconstructeurs » refusent la vingt et unième condition. Si la représentation proportionnelle n'était pas respectée dans les organismes dirigeants du parti, disent-ils, cela pourrait « détruire l'unité du parti ».

Les trois textes fixent ainsi les enjeux majeurs du Congrès de Tours : va-t-on accepter ou non l'exemple bolchevique de pratique révolutionnaire ? Sur ce point, seule la motion des « résistants » se prononce résolument contre le choix de Moscou, les «

reconstructeurs » restant seulement réservés. Mais faut-il modifier ou non le fonctionnement du Parti socialiste ? « Résistants » et « reconstructeurs » se rejoignent là dans le refus. Ce sont les militants qui vont trancher à leur manière.

À la fin de 1920, la moisson de l'Internationale communiste est plutôt maigre. Parmi les partis communistes qui se constituent, aucun ne présente une envergure significative, si ce n'est le PC allemand (KPD) qui revendique 350 000 adhérents. Les grandes organisations socialistes n'ont pas basculé du côté de Moscou. Le Parti socialiste italien de Giacinto Serrati et de Filippo Turati a certes décidé de rejoindre l'Internationale de Lénine, aussitôt après sa création. Mais pour les Russes la direction italienne est trop droitnière. Peu de temps après, le parti italien se divise et seule la minorité révolutionnaire reste rattachée à l'IC. À quelques rares exceptions près, comme la Norvège (pour une courte période), la Finlande, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou la Bulgarie, ce sont donc des minorités socialistes qui penchent en faveur des bolcheviks. Les partis de l'Europe du Nord ont connu très tôt une évolution de type réformiste et des coalitions larges qui ont limité le poids des divisions pendant le conflit, atténué les rancœurs et freiné les tendances à la radicalisation du socialisme. Ceux de l'Europe du Sud, concurrencés par l'anarchisme et par le syndicalisme révolutionnaire, ne représentent qu'une faible partie du mouvement ouvrier. Quant à l'Europe centrale et orientale, la plus déstabilisée par la défaite de l'Allemagne et de ses alliés, elle est déchirée par de véritables guerres civiles et l'échec précoce des fractions les plus radicales les voue à la répression, à l'exil et à la marginalisation. En portant les socialistes vers l'exemple russe, le cas français est d'autant plus remarquable qu'il s'agit, cette fois, d'un des grands protagonistes de la Seconde Internationale défunte.

### Le Congrès de Tours

À l'ouverture du Congrès, les choix décisifs sont déjà faits. Sections et fédérations ont voté à une très large majorité le principe de l'adhésion. En novembre 1920, au Congrès de la Bellevilloise, à Paris, la jeunesse socialiste a décidé par une écrasante majorité (5 443 voix contre 1 958) de se transformer en Fédération nationale des jeunesses socialistes-communistes. Les partisans de la motion Cachin-Frossard sont les plus nombreux à Tours et les « résistants » sont battus à plate couture. Le Congrès de Tours est-il donc un congrès pour rien ? En fait, chacun sait aussi que le plus décisif est dans l'attitude qu'adoptera le centre.

À l'automne de 1920, une solution consensuelle « à l'italienne » comme en 1919 n'est pas totalement exclue, avec un Parti socialiste qui adhère à l'Internationale communiste tout en conservant l'essentiel de ses traditions, de son autonomie... et de ses militants centristes. Or ce scénario, qui a les faveurs de Frossard comme de Longuet, devient de plus en plus improbable à mesure qu'approche l'échéance. Le temps joue plutôt en faveur de la scission et le Congrès du Parti socialiste indépendant d'Allemagne a montré, en octobre 1920, l'impossibilité d'un compromis dont les responsables bolcheviks ne veulent pas et auxquels les centristes ont renoncé. Quand Longuet entre dans la salle du Manège, le 25 décembre, il sait que les jeux sont faits et que l'ampleur des départs sera le seul enjeu véritable du Congrès.

Tradition française d'unité socialiste ou pas, les principaux leaders arrivent à Tours avec dans la tête le spectre de la scission inéluctable. Chez les majoritaires, la volonté de rompre avec le passé est trop forte et, chez leurs adversaires, le refus du nouveau est trop vigoureux pour que des compromis solides puissent se construire. La position des « longuettistes » est elle-même trop ambiguë : ils sont en principe pour le maintien de l'unité, mais la préservation des règles anciennes de fonctionnement du parti est pour eux un préalable absolu. Or la logique du choix majoritaire implique que ces règles soient modifiées... Longuet toutefois ne semble pas résigné au départ et beaucoup parmi les majoritaires sont prêts à faire quelques concessions pour conserver le plus gros des troupes longuettistes.

Les dirigeants de l'Internationale le redoutent terriblement, car ils sont alors convaincus que la rénovation du Parti socialiste passe par la rupture avec les « centristes » du type Kautsky ou Longuet. Ils interviennent donc par précaution, pour casser toute velléité de concessions. La révolutionnaire allemande prestigieuse Clara Zetkin est envoyée clandestinement pour galvaniser les socialistes français et valoriser la rupture à l'allemande. Les hommes de l'Internationale vont aller un peu plus loin encore. Le mardi 28 décembre au matin, les congressistes prennent connaissance d'un télégramme signé par le président de l'Internationale communiste, Zinoviev, et par les membres du Comité exécutif qui dirige cette organisation, dont le Français Rosmer. Le télégramme attaque violemment les partisans de Longuet – leur résolution est « pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière » – et refuse tout compromis avec eux. La conclusion est sans appel : « la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes ». Le « télégramme Zinoviev » suscite une émotion considérable parmi les militants, sensibles, par tradition, au thème de l'unité socialiste. Il ne fait pourtant pas basculer le Congrès.

Le jeudi 30 décembre, réuni en séance de nuit, le XVIII<sup>e</sup> Congrès de la SFIO se prononce par deux votes cruciaux. Le premier est sans surprise puisqu'il reflète directement les choix de motions opérés par les militants dans les sections et les fédérations. Le résultat est net : l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale recueille 3 252 mandats (70 % des mandats), la motion Longuet 1 022 mandats (22 %). Les partisans de la motion Blum, nettement battus dans les sections, avaient retiré leur texte au moment du vote, se réfugiant pour l'essentiel dans l'abstention (397 mandats).

Le second vote est la conséquence du « télégramme Zinoviev ». Un partisan grenoblois de Longuet, Paul Mistral, soumet immédiatement une motion rejetant sans autre forme de procès le télégramme incriminé. Gênés par l'initiative moscovite, mais refusant la polémique avec l'Internationale, les amis de Cachin et de Frossard rédigent une contre-motion. Elle rappelle que l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale n'entraîne selon eux aucune exclusion pour les activités passées, mais implique seulement l'obligation pour chacun de s'en tenir résolument et avec discipline aux décisions prises par le Congrès.

Or, le second vote confirme amplement le premier, reproduisant à l'identique les rapports de force déjà dessinés : 3 247 mandats se portent sur le texte des nouveaux majoritaires, tandis que la motion Mistral ne recueille que 1 328 mandats. La scission redoutée par tous est désormais inévitable : « résistants » et « reconstructeurs », qui s'étaient concertés discrètement pendant le Congrès, quittent spectaculairement la salle du Manège. Il est 2 h 15.

Pour la majorité qui reste dans l'enceinte, le président de séance déclare : « Le Congrès communiste continue. » Celui-ci se poursuit jusqu'au lendemain après-midi et s'achève sur un appel rédigé par Vaillant-Couturier : « (...) Que notre parti soit grand !



Que notre parti soit fort et discipliné, maître à la fois de ses militants et de ses élus ! Que dans l'Internationale, relevée à l'ombre de la première des grandes révolutions sociales, il soit digne de son passé, digne de Babeuf, digne des hommes de Juin 1848, digne de la Commune, digne de Jaurès, digne de l'avenir glorieux qui s'offre à nous... »

Qui a fait la différence à Tours ? Reprenant les propos de nombreux délégués, on a dit longtemps que le choix de Moscou avait été celui des jeunes, des militants inexpérimentés et des ruraux. Les études locales sont encore trop lacunaires pour avoir une vision globale suffisamment fiable. Si les signes d'une radicalisation de la paysannerie sont réels, comme dans le Lot-et-Garonne, le vote des départements ruraux n'est pas nécessairement un vote de paysans, comme le montre l'exemple du Cher ou du Vaucluse. Si l'on s'en tient au congrès lui-même, la vision classique n'est pas si convaincante. Les majoritaires sont sans doute un peu plus jeunes (20 % ont moins de trente ans, contre 12 % chez les reconstruc-teurs et 7 % chez les résistants) et ils sont un peu plus fréquemment ouvriers (28 % contre 21 % pour les reconstruc-teurs et 19 % pour les résistants).

S'il y a une différence, elle est dans la surreprésentation des professions libérales et des journalistes chez les adversaires les plus déterminés de l'adhésion (40 % contre 25 % chez les reconstruc-teurs et 15 % chez les majoritaires) et dans le poids des élus (60 % chez les résistants, 39 % chez les reconstruc-teurs, 25 % dans la majorité). En fait, le choix de Moscou est moins la manifestation véhém-ente d'un univers de classe que le désir de voir advenir un nouvel âge du socialisme, une fois refermée la parenthèse malheureuse de la guerre et de l'union sacrée. Plus que dans les déterminants sociologiques directs, il renvoie à une écologie globale des territoires dans laquelle les traditions de politisation populaire, remontant volontiers à la Révolution française, jouent un rôle structurant.

À l'extrême fin de 1920, en tout cas, un nouveau parti est né. Au départ, il conserve le nom de Parti socialiste, la mention de la SFIO étant simplement remplacée par celle de SFIC (Section française de l'Internationale communiste). De son côté, la minorité se réunit et décide de « continuer » l'ancienne SFIO. Elle rejoindra bientôt ceux qui, en Europe, n'ont pas voulu de l'exemple fourni par Moscou : la SFIO maintenue sera membre de l'Internationale ouvrière socialiste, définitivement constituée en mai 1923.

En apparence, le Congrès de Tours sanctionne la victoire des premiers « bolcheviks français », ceux du Comité de la IIIe Internationale (Souvarine, Lorient). Théoriquement, les conditions imposées par Moscou en juillet 1920 leur assurent une confortable majorité dans les directions du nouveau parti. La réalité n'ira pas jusqu'au bout de leurs attentes. Lénine est trop homme de la Seconde internationale pour accepter tout ce qui lui évoque d'une manière ou d'une autre cet « extrémisme de gauche » qui est sa bête noire en 1919-1920, tout autant que les « centristes » qui sont la cible officielle de la nouvelle Internationale.

Par ailleurs, le nouvel homme fort de la Russie est à la fois déterminé à l'extrême et d'un réalisme affirmé. Il sait que la volonté de durcir les conditions d'accès aux nouveaux partis communistes doit être compensée, si l'on veut éviter l'isolement complet. En 1920, il comprend que la mise à l'écart de Longuet, opposant de la première heure, implique de ménager Frossard et Cachin plus encore, qui versa longtemps dans l'union sacrée. Il résultera de cette prudence une confusion, si ce n'est une somme de malentendus dont le prix se paiera dans les années suivantes. La « section française de l'Internationale communiste » naît bien à Tours, à l'extrême fin de 1920. Mais le « parti de type nouveau » reste encore un mot bien vague...

**MARTELLI Roger, VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge, *Le Parti rouge. Une histoire du PCF (1920-2020)*, Paris, A. Colin, 2020, pp. 11-29.**

### **Annexe 3 : Chronologie.**

**1864** - 28 Septembre : Fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT), dite Première Internationale, lors de la réunion des représentants des ouvriers de toute l'Europe (surtout français, anglais, allemands et italiens) à Londres. Le but est de donner une cohérence au mouvement ouvrier européen naissant.

**1872** - septembre : au congrès de la Haye : les anarchistes de Bakounine sont exclus de la Première Internationale car ils refusent la ligne dite « autoritaire » des marxistes qui veulent une gestion centralisée de l'association et la prise de contrôle des Etats par les travailleurs. Les anarchistes fondent donc une Internationale dite « antiautoritaire », scission qui annonce l'extinction progressive de la Première Internationale.

**1876** - 15 juillet : un congrès réuni à Philadelphie décide l'auto-dissolution de la Première Internationale.

**1889** - Juillet : fondation de la Deuxième Internationale ou Internationale Ouvrière lors du congrès de Paris. A l'origine, comme la Première Internationale, la Deuxième Internationale se fonde sur le marxisme, la lutte des classes et la révolution, mais peu à peu se développe sur sa droite un courant réformiste (les socialistes indépendants) qui refuse que les élus soient obligés de rendre des comptes à un parti et qui font confiance à l'action parlementaire.

**1899** - mars : parution du livre de d'Edouard Bernstein, *Les prémisses du Socialisme*. Dans ce livre le socialiste allemand entend réviser le marxisme notamment en minimisant la lutte des classes et en montrant que certains éléments de la classe bourgeoise sont suffisamment progressistes pour être considérés comme des socialistes. Il fait aussi confiance en la démocratie pour favoriser le socialisme. La pensée de Bernstein est à la base d'un courant « révisionniste » dans le marxisme.

**1899** - juin : le socialiste Alexandre Millerand devient ministre du commerce et de l'industrie dans le gouvernement Waldeck-Rousseau. Cette participation divise les socialistes entre les révolutionnaires (Guesde, Vaillant) qui refusent toute participation à un gouvernement républicain bourgeois et les réformistes (Jaurès) qui soutiennent cette participation.

**1900** - septembre : congrès socialiste français salle Wagram à Paris où le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde se retire du mouvement unitaire souhaité par Jean Jaurès

**1901** - novembre : fondation du Parti Socialiste de France (PSDF) qui est une fusion du Parti Ouvrier Français (POF) de Jules Guesde et du Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR) d'Edouard Vaillant. Ce nouveau parti est de tendance révolutionnaire.

**1902** - mars : fondation du Parti Socialiste Français (PSF) mené par Jean Jaurès qui défend un socialisme réformiste.

**1904** - août : le congrès d'Amsterdam condamne les thèses révisionnistes d'Edouard Bernstein. Guesde et Jaurès sont présents, ils acceptent cette condamnation et sont invités à se rassembler dans un parti unique.

**1905** - janvier-février : flambée de grèves en Russie animées par les différents courants socialistes russes. Le Tsar est obligé d'adopter Une constitution libérale

**1905** - avril : le Congrès du Globe à Paris acte la création de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Ce nouveau parti fait l'union des différents courants socialistes français et notamment les 2 plus importants : le Parti socialiste français (PSF) de Jaurès, qui est réformiste et démocrate et le Parti socialiste de France (PSDF) de Jules Guesde qui est partisan de la révolution et de la dictature du prolétariat.

**1914** - août : les organisations syndicales et les partis de gauche se rallient à Raymond Poincaré et au gouvernement pour l'entrée en guerre, ce ralliement s'appellera par la suite l'Union Sacrée. Cette attitude des socialistes français se retrouve dans les autres partis sociaux-démocrates européens, ce qui rend presque « caduc » la Deuxième internationale.

**1915** - mai : manifeste de la Fédération socialiste de la Haute-Vienne à destination de la direction de la SFIO pour l'inviter à hâter la paix. Il se dessine alors au sein des socialistes français une minorité qui se détache de l'Union sacrée pour rechercher la paix en Europe, pour le bien des populations et pour l'unité du socialisme européen. Dans ce courant pacifiste on retrouve d'anciens jaurésistes comme Jean Longuet et d'anciens guesdistes comme Paul Faure, ainsi que Ludovic-Oscar Frossard.

**1916** - 1<sup>er</sup> mai : création du journal politique socialiste *Le Populaire*. Il est fondé par la minorité de socialistes pacifistes et internationalistes qui refusent l'Union sacrée. D'abord hebdomadaire, le journal devient quotidien à partir de 1918 et il est sous la direction politique de Jean Longuet. Après le congrès de Tours, il devient l'organe officiel de la S.F.I.O.

**1917** - février : révolution russe qui renverse le régime tsariste et met en place un gouvernement provisoire démocratique dirigé par la bourgeoisie libérale.

**1917** - octobre : nouvelle révolution en Russie, menée par Lénine, Trotski et les soviets (conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans communistes au sein des villes, des usines, des campagnes et des armées), contre le gouvernement provisoire. Elle donne le pouvoir au parti bolchévik de Lénine et Trotski qui gouverne au nom des soviets.

**1919** - février : première conférence internationale des socialistes à Berne, elle se divise en deux camps : une majorité condamne le bolchevisme, une minorité se refuse de le faire systématiquement autour de Longuet et du socialiste autrichien Adler.

**1919** - 2 mars : à Moscou, sous l'impulsion de Lénine, de Zinoviev et des bolcheviks, l'Internationale ouvrière se scinde en deux et donne naissance à une Internationale communiste largement pilotée par Moscou.

**1920** - juillet : 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste à Petrograd et Moscou. Il va énoncer 21 conditions à respecter pour appartenir à la nouvelle Internationale communiste avec notamment l'obligation de se soumettre à la discipline du parti. La 7<sup>e</sup> condition prévoit notamment que « Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre [...] L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III<sup>e</sup> Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III<sup>e</sup> Internationale à la II<sup>e</sup>. »

**1920** - Octobre : au Congrès de Halle, la majorité du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne se prononce pour l'adhésion à l'Internationale Communiste.

**1920** - 24 décembre : télégramme du révolutionnaire bolchevik russe Grigori Zinoviev qui condamne le projet de résolution d'adhésion avec réserve à l'International Communiste signé par Longuet et Paul Faure. Ces deux socialistes français sont présentés comme « des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ».

**1920** - 25 décembre : début du congrès de Tours qui durera jusqu'au 30 décembre. Il aboutit à la scission des partisans de Lénine et de la révolution bolchévique qui fondent le Parti communiste français (adhésion à l'Internationale Communiste), les autres militants socialistes restent au sein de la S.F.I.O. menée par Léon Blum.